

IVORY COAST



Treaty Series No. 100 (1979)

## Exchange of Notes

concerning a Loan by the Government of the  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
to the Government of the Republic of the Ivory Coast  
(United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977)

Abidjan, 10 December 1977

with

amending Exchange of Notes

Abidjan, 1 June/13 November 1978

[The Agreement entered into force on 1 January 1978 and the amending Exchange of  
Notes on 13 November 1978]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
December 1979*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1·00 net

Cmd. 7733

Treaty Series No. 100 (1979)

The reference in Appendix A to Appendix C (i) to the Exchange of Notes dated 19 October 1977 is an error. It was intended that the Notes constituting the 1977 Loan Agreement should be exchanged in October of that year but the Agreement was not concluded until December.

See GNT 374/14 (1981)

**EXCHANGE OF NOTES  
CONCERNING A LOAN BY THE GOVERNMENT OF THE  
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN  
IRELAND TO THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
THE IVORY COAST**

No. 1

*Her Majesty's Ambassador at Abidjan to the Minister of Economy,  
Finance and Planning of the Ivory Coast*

Votre Excellence,

Prêt pour le Développement au Titre de 1977 entre le Royaume Uni et la Côte d'Ivoire

1. J'ai l'honneur de me référer aux discussions entre nos Gouvernements relatives à l'aide au développement et d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a l'intention de mettre à la disposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire par voie de prêt une somme ne dépassant pas £250.000 (deux cent cinquante mille livres sterling) (ci-après désigné comme "le prêt") destinée à aider le financement de certains projets de développement.

2. La présente lettre définit les dispositions et les procédures à suivre pour la prestation et le remboursement du prêt que mon Gouvernement a l'intention d'adopter dans la mesure où elles concernent ce qui sera fait par ou au nom du Gouvernement du Royaume Uni ou des problèmes placés sous le contrôle de celui-ci. Il est entendu pour le Gouvernement du Royaume Uni que le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a l'intention d'adopter ces dispositions et procédures dans la mesure où elles concernent ce qui sera fait par ou au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, ou des problèmes placés sous le contrôle de celui-ci.

3. Les projets destinés à être financés en partie par le prêt seront conjointement approuvés par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Gouvernement du Royaume Uni. Les prélèvements effectués sur ce prêt seront utilisés, sous réserve du paragraphe 5, pour les paiements dans le cadre des contrats faits, pour la réalisation de ces projets. Sauf si le Gouvernement du Royaume Uni en informe différemment par écrit le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, aucun projet ne sera accepté pour bénéficier de ce prêt à moins d'être approuvé par le Gouvernement du Royaume Uni entre la date de la présente lettre et le 30 avril 1979 et aucun paiement ne sera fait concernant tel contrat ou telles dépenses à moins que ce contrat ou une autre transaction s'y rapportant ne fasse l'objet d'un accord après la date de la présente lettre et avant le 31 janvier 1980. En ce qui concerne le prêt, toute obtention et expédition de marchandises sera arrangée par The Crown Agents for Overseas Governments and Administrations, 4 Millbank, London SW1D 3JD (ci-après désigné comme "Les Crown Agents").

4.1 Aux fins de l'application de ces dispositions, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ouvrira, en faisant la demande sous la forme

(c) le premier paiement de l'intérêt couru (le cas échéant) sera effectué le 1er juillet 1978 et les paiements suivants seront faits le 1er janvier 1979 et ensuite le 1er juillet et le 1er janvier de chaque année.

14. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire remboursera la somme totale empruntée plus les intérêts au Gouvernement du Royaume Uni comme spécifié aux paragraphes 12 et 13 de la présente lettre, par l'intermédiaire de la Caisse Autonome d'Amortissement.

15. Nonobstant les clauses du paragraphe 12 de la présente lettre, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sera libre de rembourser par anticipation le Gouvernement du Royaume Uni en livres sterling à Londres la totalité ou une partie du prêt restant dû, avec l'intérêt couru qui s'y rattache calculé ainsi qu'il est dit dans le paragraphe 13, jusqu'à la date du paiement.

16. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire autorisera le personnel diplomatique de l'Ambassade de Grande Bretagne et d'autres fonctionnaires ou agents du Gouvernement du Royaume Uni à visiter les réalisations de tout projet pour lequel une partie du prêt est affectée ou mise à la disposition et il donnera à ce personnel, ces fonctionnaires ou ces agents, tous les renseignements que ces derniers peuvent raisonnablement demander concernant ces projets, les progrès réalisés et leur financement.

17. Si les dispositions qui précèdent représentent aussi les intentions du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et son approbation des intentions du Gouvernement du Royaume Uni, j'ai l'honneur de suggérer que la présente lettre et les Annexes jointes ainsi que la réponse de Votre Excellence dans ce sens, pourront constituer une entente entre nos deux Gouvernements qui deviendra effective le 1er janvier 1978 et dont il sera fait référence sous la mention " Prêt pour le développement entre le Royaume Uni et la République de Côte d'Ivoire au titre de 1977 ".

18. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

J. B. WRIGHT

*Ambassadeur de Sa Majesté Britannique,  
Abidjan.*

10 décembre 1977

9.1. Dans le cas où il y aura des sommes qui auront été payées du Compte et ensuite rendues par un entrepreneur ou une personne se portant garant, il appartiendra au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, dans la mesure où il y aura des paiements ou des remboursements à faire sur le Compte, de payer sur le Compte l'équivalent de ces sommes et, dans tout autre cas, d'utiliser ces remises de fonds en déduction du prêt.

9.2. Le solde restant en Compte six mois après la date du dernier retrait effectué sur le Compte conformément au paragraphe 8 de cette lettre sera remis au Gouvernement du Royaume Uni pour être déduit du prêt.

10. Les marchandises seront assurées et expédiées par bateau conformément à la procédure normale de compétition commerciale et leur transport ne sera pas réservé à des bateaux ou compagnies d'une nationalité ou d'un pays particuliers. Les dépenses prévues pour ces services seront réglées en livres sterling dans le Royaume Uni et le prêt pourra y subvenir.

11. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire assurera tout financement supplémentaire au financement par le prêt conformément aux dispositions établies dans la présente lettre si cela s'avère nécessaire pour terminer chacun des projets approuvés durant la même période que celle couverte par le financement par le prêt et conformément avec tout programme de déboursments ayant fait l'objet d'un accord entre ce Gouvernement et le Gouvernement du Royaume Uni.

12. Il appartiendra au Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire de rembourser au Gouvernement du Royaume Uni en livres sterling, à Londres, la somme totale empruntée aux termes des modalités fixées dans la présente lettre, ce remboursement sera effectué par la voie de versements faits aux dates ci-dessous spécifiées; exception faite, si à la date due pour le versement d'une échéance, celle-ci est inférieure à la somme spécifiée pour le versement, alors seulement la somme due sera remboursée.

## VERSEMENTS

<i>Date d'échéance</i>	<i>Somme (livres sterling)</i>
1er juillet 1981 et 1er novembre de chacune des années suivantes pendant 21 ans ... ..	5700
1er janvier 1982 et 1er mai de chacune des années suivantes pendant 20 ans ... ..	5700
1er janvier 2002 ... ..	4900

13. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire remboursera au Gouvernement du Royaume Uni en livres sterling à Londres l'intérêt sur les retraits effectués sur le prêt conformément aux dispositions suivantes:

- (a) en ce qui concerne chaque retrait, le taux d'intérêt sera de six pour cent par année;
- (b) l'intérêt sera calculé sur une base journalière sur le solde du prêt pour la période échue;

approbation. Si le projet n'a pas été précédemment l'objet d'un accord entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Gouvernement du Royaume Uni, l'approbation du Gouvernement du Royaume Uni d'une proposition applicable aux termes de ce sous-paragraphe constituera l'approbation définitive du projet. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire devra chercher l'approbation préalable du Gouvernement du Royaume Uni si, à un moment quelconque, il est nécessaire d'amender le projet approuvé.

6.2. Dans le cas où le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire propose qu'une partie du prêt soit affectée à un contrat tel qu'il est défini dans le sous-paragraphe 5 (a) de la présente lettre et pour l'avancement d'un projet approuvé, ce même Gouvernement s'assurera que les Crown Agents agissant en son nom, obtiendront dans les meilleurs délais une copie du contrat préparé, et deux copies d'un certificat émanant de l'entrepreneur du Royaume Uni intéressé selon la formule établie dans l'Annexe B ou l'Annexe C (produits chimiques) jointes à la présente lettre.

7.1. Les Crown Agents, agissant au nom du Gouvernement du Royaume Uni, après avoir examiné les documents dont il est fait référence dans le paragraphe 6.2 de cette lettre, décideront si et dans quelle mesure un contrat peut être financé par le prêt.

7.2. Dans la mesure où les Crown Agents, agissant au nom du Gouvernement du Royaume Uni, acceptent ainsi un contrat et donnent leur accord pour effectuer le paiement du Compte, le Gouvernement du Royaume Uni effectuera, dès réception d'une demande faite par les Crown Agents, agissant au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, sur la formule établie dans l'Annexe D à cette lettre, les paiements en sterling sur le Compte et chacun de ces paiements constituera un prélèvement sur le prêt.

7.3. A moins que le Gouvernement du Royaume Uni en avise autrement par écrit le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, les paiements sur le Compte ne seront pas effectués après le 31 janvier 1980.

8. Les retraits du Compte seront effectués seulement de la façon indiquée dans le présent paragraphe et sous réserve des conditions qui y sont énoncées :

(a) pour les paiements dûs aux termes d'un contrat dans les cas visés dans le sous-paragraphe 5 (a), les retraits ne seront effectués qu'après réception par les Crown Agents :

(i) de certificats de paiement donnés par les entrepreneurs intéressés sur la formule indiquée dans l'Annexe E à cette lettre et des factures dont il est fait mention ;

(ii) des seules factures se rapportant à des contrats pour lesquels un certificat de Contrat du type indiqué dans l'Annexe C (produits chimiques) à cette lettre aura été fourni.

(b) Les Crown Agents débourseront le Compte pour les paiements auxquels se réfère le sous-paragraphe 5 (b) aviseront le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire des sommes ainsi débitées, et également le cumul des utilisations du prêt de même que le solde inutilisé de ce prêt.

(c) Des photocopies ou des doubles des factures pourront être soumises au lieu des originaux en conformité avec ce paragraphe.

définie dans l'Annexe A à cette lettre, un compte spécial (ci-après désigné comme " le Compte ") auprès des Crown Agents. Le Compte ne sera utilisé que dans le cadre des objectifs du prêt et conformément aux instructions contenues dans la-dite demande.

4.2. Dès l'ouverture du Compte, et avant de prendre toute autre démarche requise aux termes de ces dispositions pour l'obtention d'une partie du prêt; le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire fournira au Gouvernement du Royaume Uni une copie de ses instructions aux Crown Agents, données en accord avec les modalités déjà énoncées dans le paragraphe 4.1. Les Crown Agents, agissant au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire devront, en même temps et aussi souvent qu'un changement sera apporté, notifier au Gouvernement du Royaume Uni les noms des fonctionnaires qui sont dûment autorisés à signer en leur nom les Demandes d'Ordres de Prélèvement ci-après fournies et devront fournir un spécimen en double de la signature de chacun de ces fonctionnaires.

5. Sauf dans le cas échéant où le Gouvernement du Royaume Uni en aura avisé autrement par écrit le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, les prélèvements effectués sur le prêt ne seront utilisés, selon les stipulations formulées dans le paragraphe 3 de cette lettre, que:

(a) pour des paiements dans le cadre d'un contrat pour l'achat dans le Royaume Uni de biens entièrement produits ou manufacturés au Royaume Uni (ce terme dans la présente lettre englobe les Iles de la Manche et l'Ile de Man) ou bien, dans le cas de produits chimiques et apparentés, de biens qui sont dûment déclarés être d'origine du Royaume Uni tels qu'ils figurent sur le formulaire joint dans l'Annexe C à la présente Note (produits chimiques), ou pour des travaux devant être faits ou des services devant être rendus par des personnes résidant ordinairement ou exerçant une activité commerciale au Royaume Uni ou pour deux ou plus de ces raisons, ce contrat étant un contrat aux termes duquel:

(i) le paiement sera fait en livres sterling aux personnes exerçant une activité commerciale au Royaume Uni; et

(ii) il est approuvé par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et accepté par les Crown Agents agissant au nom du Gouvernement du Royaume Uni pour être financé par le prêt;

(b) pour le paiement des frais et des commissions en livres sterling payables au Royaume Uni aux Crown Agents en ce qui concerne les services rendus par eux au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatifs à ce prêt.

6.1. Dans le cas où le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire propose qu'une partie du prêt doit être affectée à un projet approuvé en principe seulement, il devra adresser au Gouvernement du Royaume Uni par l'intermédiaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne en Côte d'Ivoire tous les détails complémentaires que peut demander le Gouvernement du Royaume Uni. Le Gouvernement du Royaume Uni avisera le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire si la proposition d'affecter une partie du prêt au projet est approuvée, et de toutes les conditions spéciales attachées à une telle

ANNEXE A

GOVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Destinataires:

The Crown Agents for Oversea  
Governments and Administrations,  
4, Millbank,  
London, SW1P 3JD

Messieurs,

**Prêt pour le Développement au Titre de 1977 entre le Royaume Uni  
et la Côte d'Ivoire**

1. Je confirme votre nomination en qualité d'agents du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ci-après désigné "le Gouvernement") pour tout ce qui se rapporte à l'achat de biens, aux travaux et/ou services entrant dans le cadre des termes du prêt mentionné ci-dessus jusqu'à une valeur de deux cent cinquante mille livres sterling.

2. J'ai l'honneur de vous demander au nom du Gouvernement d'ouvrir un Compte Spécial au nom du Gouvernement qui sera intitulé Compte pour le Prêt 1977 pour le Développement entre le Royaume Uni et la République de Côte d'Ivoire (ci-après désigné "le Compte").

3. Les paiements sur le Compte seront effectués à chaque fois par le Gouvernement de Sa Majesté du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord lors de la réception des demandes formulées selon le modèle indiqué dans l'Annexe C (i) à l'Echange de Lettres entre l'Ambassade Britannique en Côte d'Ivoire et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, en date du 19 octobre 1977 (dont une copie est jointe) et que vous êtes autorisés par la présente à présenter au nom du Gouvernement. Il est possible que, par suite de versements venant à échéance et repayés par les entrepreneurs, les paiements sur le Compte soient aussi effectués par le Gouvernement lui-même.

4. Les paiements à partir du Compte ne seront faits que pour les paiements et les remboursements décrits dans le paragraphe 5 de l'Echange de Lettres ci-dessus mentionné et sous la forme et sous réserve des conditions définies dans le paragraphe 8 de l'Echange de Lettres.

5. Il vous appartient d'envoyer au Gouvernement du Royaume Uni les signatures spécimens des officiers des Crown Agents autorisés à signer les Demandes de Retraits au nom du Gouvernement.

6. Vos frais et commissions pour vos services rendus en qualité de nos agents nous représentant pour ce Prêt, seront imputés sur le Compte.

7. Une copie de la présente lettre a été envoyée au Gouvernement du Royaume Uni.



ANNEXE B

Acceptance No.....

**Prêt pour le Développement au Titre de 1977 entre le Royaume Uni  
et la Côte d'Ivoire**

CERTIFICAT DU CONTRAT Titre du Projet.....

DETAILS DU CONTRAT N°. de Code du Projet.....

1. Date du Contrat..... 2. N°. du Contrat.....

3. Description des biens ou des services devant être fournis à l'acheteur.....

*(Si un certain nombre d'articles doivent être fournis, une liste détaillée devra être annexée au présent certificat.)*

4. Prix total du contrat payable par l'acheteur (mentionner CAF, C & F ou FOB)

£ .....

**SI DES BIENS DOIVENT ETRE FOURNIS LES ALINEAS SUIVANTS  
DOIVENT ETRE REMPLIS.** Si l'Entrepreneur est seulement un agent d'export,  
les renseignements demandés devront être obtenus du fabricant.

5. Pourcentage estimé de la valeur FOB des biens *non* originaires du Royaume Uni,  
mais achetés par l'entrepreneur directement à l'étrangers, c'est-à-dire % des produits  
bruts importés ou de leurs composants utilisés au cours de la fabrication.

(a) % valeur FOB.....

(b) Description des articles et brèves caractéristiques.....

6. Si des produits bruts ou des composants utilisés sont originaires de l'étrangers,  
par exemple le cuivre, l'amiant, le coton, la pâte à papier, etc. mais ont été achetés  
au Royaume Uni par l'entrepreneur pour le présent contrat, spécifier:

(a) % valeur FOB.....

(b) Description des articles et brèves caractéristiques.....

**SI DES SERVICES DOIVENT ETRE RENDUS LES ALINEAS SUIVANTS  
DOIVENT AUSSI ETRE REMPLIS**

7. Déclarer la valeur estimée de tous travaux devant être faits ou des services à  
rendre dans le pays de l'acheteur par

(a) votre firme (dépenses engagées pour les ingénieurs du lieu) et.....

(b) l'entrepreneur local.....

8. Observations à faire si nécessaire concernant les paragraphes 5, 6 et 7 ci-dessus

.....

9. Je déclare par la présente que je suis employé au Royaume Uni par l'entrepreneur désigné ci-dessous et que j'ai le pouvoir de signer le présent certificat. Je m'engage à ce que dans l'application du contrat aucun bien ou service qui ne sera pas originaire du Royaume Uni ne sera fourni par l'entrepreneur sauf en ce qui concerne les biens ou les services spécifiés dans les paragraphes 5, 6, 7 et 8 ci-dessus.

Signé par .....

Fonction .....

Nom et adresse de l'entrepreneur .....

.....  
 .....  
 .....

Date .....

*Note :* Pour les besoins de la présente déclaration le terme Royaume Uni comprend aussi les Iles de la Manche et l'Île de Man.

*Les entrepreneurs doivent prendre note que les biens ne doivent pas être fabriqués avant que notification ait été donnée de l'acceptation.*

POUR USAGE OFFICIEL SEULEMENT				PAIEMENTS			
Nom ou Numéro du Projet.....							
Somme engagée	Date d'entrée	Acceptation		Date	Somme	N° PA	Initiales
		Date	Initiales				

ANNEXE C (PRODUITS CHIMIQUES)

**Prêt pour le Développement au Titre de 1977 entre le Royaume Uni  
et la République de Côte d'Ivoire**

**CERTIFICAT DE CONTRAT**

**UNIQUEMENT POUR LES PRODUITS CHIMIQUES  
ET LES PRODUITS APPARENTES**

1. Date du Contrat..... Contrat N°.....  
Titre du Projet.....  
N° de Code du Projet.....

2.	Description du Produit(s) qui doit être fourni à l'acheteur  (Note A)	Prix en £	Numéro de classification du Tarif du Royaume Uni  (Note B)	Le produit est-il d'origine du Royaume Uni? (Voir Note C) Dire " Oui " ou " Non "
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

3. Prix total du Contrat (estimé) payable par l'acheteur en Livres sterling

4. (Déclaration) Je déclare par la présente que je suis employé au Royaume-Uni par l'entrepreneur désigné ci-dessous et que j'ai le pouvoir de signer le présent certificat, et que les renseignements donnés ci-dessus sont corrects.

Signé par .....

Fonction .....

Nom et adresse de l'entrepreneur .....

Date .....

*Notes*

- A. Ce formulaire ne doit être utilisé que pour les produits chimiques et apparentés, la plupart d'entre eux font l'objet des sous alinéas appropriés du Chapitre 15, 25, 28-35 et 37-40 du Tarif du Royaume.
- B. VOIR :
- (i) Le Tarif des Douanes et de la Régie (HMSO).
  - (ii) La Classification des Produits Chimiques dans la Nomenclature de Bruxelles (HMSO).

- C. (i) Un produit est considéré comme "d'origine Britannique" s'il est fabriqué soit entièrement à partir de produits de base britanniques OU fabriqués conformément aux normes de qualification édictées par l'EFTA (AELE) à partir de produits de base importés en totalité ou en partie.
- (ii) Les critères de qualifications de l'EFTA (AELE) sont définis dans l'Annexe I du " Compendium de l'EFTA (AELE) à l'usage des exportateurs " (HMSO).
- (iii) Aux fins de la présente déclaration il doit être souligné que le " critère alternatif de pourcentage " NE S'APPLIQUE PAS.
- (iv) Le terme " Aire d'origine " lorsqu'il figure dans l'Annexe précitée doit être compris dans le ses " Origine Britannique " seulement.
- (v) Aux fins de la présente déclaration " La liste des matières de base " (cédule III du Compendium de l'EFTA), ne s'applique pas.
- (vi) Si un critère de qualification ne figure pas sur la liste des produits dont il est question, il faudra se renseigner auprès du Département CS4, Crown Agents, 4 Millbank, Londres SW1P 3JD.
- D. Aux fins de la présente déclaration le terme Royaume Uni comprend les Iles de la Manche et l'île de Man.

#### ANNEXE D

Crown Agents for Oversea  
 Governments and Administrations,  
 4 Millbank,  
 London, SW1P 3JD

DF N°.....

Messieurs,

Ayez l'obligeance de payer la somme de £..... aux Crown Agents sur le Compte Prêt 1977 pour le Développement entre Le Royaume Uni et la République de Cote d'Ivoire.

Cette somme constituera, après versement sur le Compte, un retrait sur le Prêt.

Le Solde en caisse est de £.....

Considération distinguée.

Pour les Crown Agents au nom du  
 Gouvernement de la République de  
 Côte d'Ivoire

Paiement approuvé.....; Ministère du Développement Outre Mer  
 Finance Department,  
 Ministry of Overseas Development,  
 Eland House,  
 Stag Place,  
 London, SW1E 5DH.

ANNEXE E

**Prêt 1977 pour le Développement entre le Royaume Uni et  
la République de Côte d'Ivoire**

**CERTIFICAT DE PAIEMENT**

Je certifie par la présente que

- (i) Les paiements mentionnés dans les factures ci-dessous qui, ou dont les copies accompagnent ce certificat de paiement, arrivent à échéance, et doivent être effectués en ce qui concerne le Contrat N°..... en date du..... entre l'entrepreneur nommé ci-dessous..... et l'acheteur..... et qu'ils sont conformes aux données du présent contrat notifié dans le certificat de contrat signé au nom dudit entrepreneur en date du.....

Facture N° de l'entrepreneur	Date	Somme en £	Brève description des biens, travaux et/ou services

- (ii) Les sommes spécifiées dans le paragraphe (i) ne comprennent pas de somme supplémentaire à celles déclarées dans les paragraphes 5, 6 ou 7 du certificat de contrat.
- (iii) J'ai le pouvoir de signer le présent certificat au nom de l'Entrepreneur désigné ci-dessous.

Signé .....

Fonction .....

Pour et au nom de .....

Nom et adresse de l'entrepreneur .....

Date .....

*Note:* Aux fins de la présente déclaration, le Royaume Uni comprend les Iles de la Manche et l'Ile de Man.

*British Embassy,  
Abidjan*

Your Excellency,  
United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977

I have the honour to refer to discussions between our Governments about development aid and to inform Your Excellency that it is the intention of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to make available to the Government of the Republic of the Ivory Coast by way of a loan a sum not exceeding £250,000 (two hundred and fifty thousand pounds sterling), (hereinafter referred to as "the loan") towards the cost of certain development projects.

2. This letter sets out the provisions and procedures for the provision and repayment of the loan money so made available which in so far as they relate to things to be done by or on behalf of, or to matters under the control of, the Government of the United Kingdom, my Government intends to adopt. It is the understanding of the Government of the United Kingdom that the Government of the Republic of the Ivory Coast intends to adopt these arrangements and procedures in so far as they relate to things to be done by or on behalf of, or to matters under the control of, the Government of the Ivory Coast.

3. The projects to be assisted from the loan shall be jointly approved by the Government of the Republic of the Ivory Coast and the Government of the United Kingdom. Drawings from the loan shall be applied, subject to the provision of paragraph 5, to payments under contracts made in furtherance of such projects. Unless the Government of the United Kingdom notifies the Government of the Republic of the Ivory Coast otherwise in writing, no project shall be eligible for assistance from the loan unless it is approved by the Government of the United Kingdom between the date of this letter and 30 April 1979 and no payment shall be made in respect of any such contract or costs unless the contract or other relevant transaction is entered into after the date of this letter and before 31 January 1980. All procurement and shipment of goods in respect of the loan shall be undertaken by the Crown Agents for Oversea Governments and Administrations, 4 Millbank, London SW1P 3JD (hereinafter referred to as "the Crown Agents").

4.1. For the purposes of applying these arrangements, the Government of the Republic of the Ivory Coast shall, by a request in the form set out in Appendix A to this letter, open a special account (hereinafter referred to as "the Account") with the Crown Agents. The Account shall be operated solely for the purposes of the loan and in accordance with the instructions contained in the said request.

4.2. As soon as the Account is opened, and before taking any other step required by these arrangements for obtaining any part of the loan, the Government of the Republic of the Ivory Coast shall furnish the Government of the United Kingdom with a copy of its instructions to the Crown Agents given in accordance with the provisions of paragraph 4.1. The Crown Agents acting on behalf of the Government of the Republic of the Ivory Coast, shall, at the

same time and as often as any change is made therein, notify the Government of the United Kingdom of the names of the officers of the Crown Agents who are duly authorised to sign on its behalf the Requests for Drawing hereinafter provided and shall furnish a specimen signature in duplicate of each such officer.

5. Save to the extent to which the Government of the United Kingdom notifies the Government of the Republic of the Ivory Coast otherwise in writing, drawings from the loan shall be used as provided in paragraph 3 of this letter only:

- (a) for payments under a contract for the purchase in the United Kingdom (which expression in this letter shall be deemed to include the Channel Isles and the Isle of Man), of goods wholly produced or manufactured in the United Kingdom, or, in the case of chemical and allied products, goods which are duly declared to be of United Kingdom origin on the form set out in Appendix C to this letter (chemical products), or for work to be done or for services to be rendered by persons ordinarily resident or carrying on business in the United Kingdom or for two or more of such purposes, being a contract which:
  - (i) provides for payment in sterling to persons carrying on business in the United Kingdom; and
  - (ii) is approved by the Government of the Republic of the Ivory Coast and accepted by the Crown Agents acting on behalf of the Government of the United Kingdom for financing from the loan;
- (b) for payment of sterling charges and commissions payable in the United Kingdom to the Crown Agents in respect of their services on behalf of the Government of the Republic of the Ivory Coast in connection with this loan.

6.1. Where the Government of the Ivory Coast proposes that part of the loan shall be allocated to a project approved in principle only, they shall forward to the Government of the United Kingdom through the British Embassy to the Ivory Coast such further details as the Government of the United Kingdom may require. The Government of the United Kingdom shall notify the Government of the Republic of the Ivory Coast whether its proposal to allocate part of the loan to the project is approved, and any special conditions attached to such approval. If the project has not previously been agreed between the Government of the Republic of the Ivory Coast and the Government of the United Kingdom the approval of the Government of the United Kingdom to a proposal under this sub-paragraph shall constitute final approval of the project. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall seek the prior approval of the Government of the United Kingdom if at any time it is necessary to amend the approved project.

6.2. Where the Government of the Republic of the Ivory Coast proposes that part of the loan shall be applied to a contract as described in sub-paragraph 5 (a) of this letter and in furtherance of an approved project, that Government shall ensure that the Crown Agents acting on their behalf, obtain at the earliest opportunity a copy of the prepared contract, and two copies of a certificate from the United Kingdom contractor concerned in the form set out in Appendix B or Appendix C (chemical products) to this letter.

7.1. The Crown Agents, acting on behalf of the Government of the United Kingdom, after having considered the documents referred to in paragraph 6.2 of this letter, shall decide whether and to what extent a contract is eligible for financing from the loan.

7.2. To the extent that the Crown Agents, acting on behalf of the Government of the United Kingdom, so accept a contract and agree to payment from the Account, the Government of the United Kingdom shall on receipt of a request from the Crown Agents, acting on behalf of the Government of the Republic of the Ivory Coast in the form set out in Appendix D to this letter, make payments in sterling into the Account and each such payment shall constitute a drawing on the loan.

7.3. Unless the Government of the United Kingdom notifies the Government of the Ivory Coast otherwise in writing, payments into the Account shall not be made after 31 January 1980.

8. Withdrawals from the Account shall be made only in the manner and subject to the conditions set out in this paragraph.

(a) For payments due under a contract in the cases to which sub-paragraph 5 (a) of this letter refers, withdrawals shall be made only on receipt by the Crown Agents of:

(i) Payment Certificates from the contractors concerned in the form shown in Appendix E to this letter and the invoices referred to therein; or

(ii) the invoices only in relation to contracts in respect of which a Contract certificate in the form shown in Appendix C (chemical products) to this letter has been provided.

(b) The Crown Agents shall debit the Account for payments to which sub-paragraph 5 (b) refers and shall notify the Government of the Republic of the Ivory Coast of amounts so debited, and likewise the total amount of the Loan used and the unused balance of the Loan.

(c) Photocopies or duplicates of invoices may be submitted instead of the originals for the purpose of this paragraph.

9.1. If any sums that have been paid out of the Account are subsequently refunded by a contractor or guarantor, the Government of the Republic of the Ivory Coast shall, so long as there are payments or reimbursements to be made from the Account, pay an equivalent of such sums into the Account and, in any other case, apply the refunds to the reduction of the loan.

9.2. Six months after the date of the last withdrawal from the Account in accordance with paragraph 8 of this letter, any balance remaining in the Account shall be remitted to the Government of the United Kingdom in reduction of the loan.

10. Goods shall be insured and shipped in accordance with normal commercial competitive practice and not be directed to ships or companies of any particular flag or country. Provided payment for these services is made in sterling in the United Kingdom they may be met from the loan.

11. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall ensure the provision of such finance additional to the loan finance provided in accordance



with the arrangements set out in this letter as may be needed to complete each approved project and shall ensure that such finance shall be provided during the same period as the loan finance and in accordance with any programme of disbursements agreed between that Government and the Government of the United Kingdom.

12. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall repay to the Government of the United Kingdom in pounds sterling in London the total sum borrowed under the provisions set out in this letter, such repayment to be made by instalments paid on the dates and in the amounts specified below; except that if, on the date when any such instalment is due to be paid, there is then outstanding less than the amount specified for that instalment, only the amount then outstanding need be paid:

#### INSTALMENTS

<i>Date due<sup>(1)</sup></i>	<i>Amount (pounds sterling)</i>
1 July 1981 and on 1 November of the succeeding 21 years	5,700
1 January 1982 and on 1 May of the succeeding 20 years	5,700
1 January 2002	4,900

13. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall pay to the Government of the United Kingdom in pounds sterling in London interest on drawings from the loan in accordance with the following provisions:

- (a) in respect of each drawing the rate of interest shall be six per cent per annum;
- (b) interest shall be calculated on a day to day basis on the balance of the loan for the time being outstanding;
- (c) the first payment of accrued interest (if any) shall be made on 1 July 1978 and subsequent payments shall be made on 1 January 1979 and thereafter on 1 July and 1 January in each year.

14. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall repay the total amount borrowed and the interest thereon to the Government of the United Kingdom as specified in paragraphs 12 and 13 of this letter, through the intermediary of the Caisse Autonome D'Amortissement.

15. Notwithstanding the provisions of paragraph 12 of this letter, the Government of the Republic of the Ivory Coast shall be free at any earlier time to repay to the Government of the United Kingdom in pounds sterling in London the whole or any part of the loan outstanding, together with the accrued interest thereon, calculated as in paragraph 13, up to the date of payment.

16. The Government of the Republic of the Ivory Coast shall permit officers of the British Embassy and other servants or agents of the Government of the United Kingdom to visit any project for which any part of the loan is

---

<sup>(1)</sup> See page 25 for amendments to these dates.

allocated or made available and shall furnish such officers, servants or agents with such information relating to the projects and the progress and financing thereof as the latter may reasonably require.

17. If the foregoing provisions are also acceptable to the Government of the Republic of the Ivory Coast, I have the honour to propose that the present letter and the Appendices thereto together with Your Excellency's reply in this respect shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force on 1 January 1978 and shall be known as "The United Kingdom/Ivory Coast Development Loan Agreement 1977".

18. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

J. B. WRIGHT

*Her Britannic Majesty's Ambassador*

10 December 1977

APPENDIX A

GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF IVORY COAST

To: The Crown Agents for Oversea  
Governments and Administrations,  
4 Millbank,  
London, SW1P 3JD.

Dear Sirs,

**United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977**

1. I confirm your appointment as agents of the Government of the Republic of the Ivory Coast (hereinafter called "the Government") in connection with the purchase of goods, works and/or services under the terms of the above loan to the value of two hundred and fifty thousand pounds sterling.

2. I have to request you on behalf of the Government to open a Special Account in the name of the Government to be styled United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977 Account (hereinafter called "the Account").

3. Payments into the Account will be made from time to time by Her Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on receipt of requests in the form shown in Appendix C (i) to the Exchange of Notes between the British Embassy to the Ivory Coast and the Government of the Republic of the Ivory Coast, dated 19 October 1977 (a copy of which is attached hereto) and which you are hereby authorised to present on behalf of the Government. It is possible that, as a result of refunds becoming due from contractors, payments into the Account will also be made by the Government itself.

4. Payments from the Account are to be made only in respect of the payments and reimbursements described in paragraph 5 of the above-mentioned Exchange of Notes and in the manner and subject to the conditions described in paragraph 8 of the Exchange of Notes.

5. You are to send to the Government of the United Kingdom specimen signatures of the officers of the Crown Agents authorised to sign Requests for Drawings on behalf of the Government.

6. Your charges and commissions for acting as our agents in connection with this loan shall be chargeable to the Account.

7. A copy of this letter has been sent to the Government of the United Kingdom.

Yours faithfully,

APPENDIX B

United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977

Requisition No.:

O.D.M. Acceptance No.....

CONTRACT CERTIFICATE

(FOR CHEMICALS AND ALLIED PRODUCTS  
USE ALTERNATIVE 'CERTIFICATE' OVERLEAF)

PARTICULARS OF CONTRACT

1. Date of Contract..... 2. Contract No.....  
3. Description of goods or services to be supplied to the purchaser.....

*If a number of items are to be supplied, a detailed list should be appended to this certificate.*

4. Total contract price payable by purchaser (state CIF, C & F or FOB)  
£.....

IF GOODS ARE TO BE SUPPLIED THE FOLLOWING SECTIONS MUST BE COMPLETED. If the contractor is exporting agent only, the information requested should be obtained from manufacturer.

5. Estimated % of the FOB value of the goods not originating in the United Kingdom, but purchased by the contractor directly from abroad, *i.e.* % of imported raw material or components used to manufacture.:

(a) % FOB value.....

(b) Description of items and brief specifications.....

6. If any raw material or components used originated from abroad, *e.g.* copper, asbestos, cotton, wood pulp, etc., but have been purchased in the United Kingdom by the contractor for this contract, specify:

(a) % FOB value.....

(b) Description of items and brief specifications.....

IF SERVICES ARE TO BE SUPPLIED, THE FOLLOWING SECTION SHOULD ALSO BE COMPLETED

7. State the estimated value of any work to be done or services performed in the purchaser's country by:

(a) Your firm (site engineer's charges, etc.).....

(b) Local contractor .....

8. Qualifying remarks as necessary in respect of paragraph 5, 6 or 7 above  
.....

9. I hereby declare that I am employed in the United Kingdom by the Contractor named below and have the authority to sign this certificate. I hereby undertake that in performance of the contract no goods or services which are not of United Kingdom origin will be supplied by the Contractor other than those specified in paragraphs 5, 6, 7 and 8 above.

*Note:* For the purpose of this declaration the United Kingdom includes the Channel Islands and the Isle of Man.

*Contractors should note that Goods should not be manufactured until acceptance has been notified.*

Signed .....  
 Position held .....  
 Name and Address of Contractor .....  
 .....  
 Date .....

FOR OFFICIAL USE ONLY				PAYMENTS			
Name or number of Project.....				Date	Amount	PA No.	Initials
Amount committed	Date of entry	Acceptance		Date	Amount	PA No.	Initials
		Date	Initials				
£							

APPENDIX C

Requisition No.....

**United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977**

**CONTRACT CERTIFICATE**

**FOR CHEMICAL AND ALLIED PRODUCTS ONLY**

1. Date of Contract..... Contract No.....  
 Project Title (if appropriate).....

2. Description of Product(s) to be supplied to Purchaser (Note A)	£ Price	U.K. Tariff Classification No. (Note B)	Is the product of U.K. origin? (See Note C) State Yes or No
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

3. Total [estimated] Contract Price payable by Purchaser in Sterling—£.....

4. (Declaration.) I hereby declare that I am employed in the United Kingdom by the contractor named below and have the authority to sign this certificate, and that the above information is correct.

Signed .....  
 Position held .....  
 Name and Address of Contractor .....  
 Date.....

*Notes*

- A. This form is only to be used for chemical and allied products, most of which are covered by the appropriate sub-headings of Chapters 15, 25, 28-35, and 37-40 of the U.K. Tariff.
- B. SEE:
  - (i) H.M. Customs and Excise Tariff H.M.S.O.
  - (ii) Classification of Chemicals in Brussels Nomenclature H.M.S.O.
- C. (i) A product is regarded as "U.K. origin" if made *either* wholly from indigenous U.K. materials OR according to the appropriate EFTA qualifying process using imported materials wholly or in part.
  - (ii) The EFTA qualifying processes are set out in Schedule I of the "EFTA Compendium for Use of Exporters", H.M.S.O.
  - (iii) For the purposes of this declaration it is to be emphasised that the "alternative percentage criterion" DOES NOT APPLY.
  - (iv) The words "Area Origin" where they appear in the above Schedule must be taken to mean "U.K. Origin" only.

(v) For the purposes of this declaration, the " Basic Materials List " (Schedule III of the EFTA Compendium) does not apply.

(vi) If a qualifying process is not listed for the material in question, advice should be sought from Loans Administration Section, Finance Department, Ministry of Overseas Development, Eland House, Stag Place, London, SW1E 5DH.

D. For the purpose of this declaration the United Kingdom includes the Channel Islands and the Isle of Man.

APPENDIX D

REQUEST FOR DRAWING

Crown Agents for Oversea  
Governments and Administrations,  
4 Millbank,  
London, SW1P 3JD

D.F. No.....

Dear Sirs,

Please pay the sum of £..... to the United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977 Account at the Crown Agents.

This sum shall, on payment into the Account, constitute a drawing on the Loan.

The balance in hand is £.....

Yours faithfully

.....  
For the Crown Agents on behalf of  
the Government of the Republic of  
the Ivory Coast

Funding Approved.....ODM

Finance Department,  
Ministry of Overseas Development,  
Eland House,  
Stag Place,  
London, SW1E 5DH

APPENDIX E

United Kingdom/Ivory Coast Development Loan 1977.

PAYMENT CERTIFICATE

I hereby certify that

- (i) the payments referred to in the invoices listed below, which or copies of which accompany this payment certificate, fall due and are due to be made in respect of Contract No..... dated..... between the contractor named below and..... (Purchaser) and are in accordance with particulars of this contract notified in the contract certificate signed on behalf of the said contractor on.....

Contractor's Invoice No.	Date	Amount £	Short description of goods, works and/or services

- (ii) the amounts specified in paragraph (i) do not include any additional foreign content to that already declared in paragraphs 5, 6 or 7 of the contract certificate.

- (iii) I have the authority to sign this certificate on behalf of the Contractor named below.

Signed .....

Position held .....

For and on behalf of .....

Name and Address of Contractor .....

.....

Date .....

*Note:* For the purpose of this declaration the United Kingdom, includes the Channel Islands and the Isle of Man.



No. 2

*The Minister of Economy, Finance and Planning of the Ivory Coast to  
Her Majesty's Ambassador at Abidjan*

*Abidjan,  
le 10 decembre 1977.*

Votre Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée de ce jour et dont la traduction est la suivante :

[As in No. 1]

J'ai l'honneur de confirmer que les dispositions précitées sont acceptables au Gouvernement de la Côte d'Ivoire et que votre lettre et ses Annexes avec cette réponse constituent l'Accord entre les deux Gouvernements. Cet Accord entrera en vigueur à la date du 1er Janvier 1978 et sera intitulé :

“ Accord de Prêt de Développement 1977 entre le Royaume Uni et la Côte d'Ivoire ”.

Veillez accepter, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

A. KONÉ

[Annexes as in No. 1]

[Translation of No. 2]

*Abidjan*

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date which in translation reads as follows :

[As in translation of No. 1]

I have the honour to confirm that the foregoing provisions are acceptable to the Government of the Ivory Coast and that your letter and its Appendices together with this reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force on 1 January 1978 and shall be known as “ the United Kingdom/Ivory Coast Development Loan Agreement 1977 ”.

Please accept, Excellency the assurance of my highest consideration.

A. KONÉ

*Her Majesty's Ambassador at Abidjan to the Minister of Economy,  
Finance and Planning of the Ivory Coast*

101/1

*1er juin 1978.*

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord de Prêt pour le Développement Agricole au Titre de 1977 entre le Royaume Uni et la Côte d'Ivoire signé à Abidjan le 10 décembre 1977.

J'aimerais proposer les modifications suivantes au paragraphe 12 de cet accord:

- (a) 1er juillet au lieu de 1er novembre;
- (b) 1er janvier au lieu de 1er mai;
- (c) 1er janvier 2003 au lieu de 1er janvier 2002.

Si le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire accepte ces modifications, j'ai l'honneur de proposer que cette Note et la réponse de Votre Excellence constituent un accord entre les deux Gouvernements qui prendra effet à dater de celle-ci.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

**J. B. WRIGHT**  
*Ambassadeur de Grande-Bretagne*

[Translation of No. 3]

101/1

*British Embassy,  
Abidjan.*

*1 June 1978.*

Your Excellency,

I have the honour to refer to the Loan Agreement for Agricultural Development of 1977 between the United Kingdom and the Ivory Coast, signed at Abidjan on 10 December 1977.

I would like to propose the following modifications to paragraph 12 of this Agreement:

- (a) 1 July instead of 1 November;
- (b) 1 January instead of 1 May;
- (c) 1 January 2003 instead of 1 January 2002.

If these modifications are acceptable to the Government of the Republic of the Ivory Coast, I have the honour to propose that this Note and Your Excellency's reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force from the date of your reply.

Please accept, Your Excellency, the assurance of my highest consideration.

**J. B. WRIGHT**  
*British Ambassador*

*The Minister of Economy, Finance and Planning of the Ivory Coast  
to Her Majesty's Ambassador at Abidjan*

*Abidjan*

Excellence,

Faisant suite à votre lettre n° 101/1 du 1er Juin 1978, j'ai l'honneur de vous marquer mon accord concernant les modifications au paragraphe 12 de l'accord de prêt de 250.000 Livres Sterling pour le Développement Agricole.

En conséquence, le paragraphe 12 modifié se lit désormais de la façon suivante :

VERSEMENTS

<i>Date d'échéance</i>	<i>sommes (livres sterling)</i>
1er juillet et 1er juillet de chacune des années suivantes pendant 21 ans ... ..	5.700
1er janvier 1982 et le 1er janvier de chacune des années suivantes pendant 20 ans... ..	5.700
1er janvier 2003 ... ..	4.900

Je vous confirme par la présente que la République de Côte d'Ivoire accepte votre proposition. Ainsi la note de son EXCELLENCE et cette lettre constituent un accord entre les deux gouvernements et qui prend effet à dater de ce jour.

Je vous prie d'agréer, EXCELLENCE, l'assurance de ma haute considération.

Fait à Abidjan le 13 nov. 1978.

A. KONÉ

*Ministry of Economy and Finance and Planning,  
Republic of the Ivory Coast.*

Excellency,

In reply to your letter No. 101/1 of 1 June 1978, I have the honour to let you have my agreement concerning the modifications of paragraph 12 of the Agreement for the loan of £250,000 for Agricultural Development.

In consequence, paragraph 12 as modified now reads as follows:

INSTALMENTS

<i>Date due</i>	<i>amount (pounds sterling)</i>
1st July and 1st July of each following year for 21 years ...	5,700
1st January 1982 at 1st January of each following year for 20 years ... ..	5,700
1st January 2003 ... ..	4,900

I hereby confirm that the Republic of the Ivory Coast accepts your proposal. Therefore your Excellency's note and this letter constitute an agreement between the two governments and takes effect from this day.

Please accept, Excellency, the assurance of my esteemed consideration.

Made at Abidjan 13 November 1978.

A. KONÉ

**HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE**

*Government Bookshops*

**49 High Holborn, London WC1V 6HB**

**13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR**

**41 The Hayes, Cardiff CF1 1JW**

**Brazennose Street, Manchester M60 8AS**

**Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ**

**258 Broad Street, Birmingham B1 2HE**

**80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY**

*Government publications are also available  
through booksellers*

**ISBN 0 10 177330 7**